

Ahmed Ben Bella : ce que j'ai dit à Nezzar...

PROPOS RECUEILLIS, À GENÈVE,
PAR FRANÇOIS SOUDAN

Pour la première fois depuis son départ d'Alger à la mi-décembre 1992, l'ancien président parle de... l'Algérie. Il n'a guère chômé ces dernières semaines. On l'a vu à Bagdad, reçu par Saddam Hussein dans cet Irak qui est pour lui « la nouvelle terre sainte », le lieu où désormais « doit s'accomplir le Hadj » — puisque l'Arabie saoudite est à ses yeux « souillée » depuis la guerre du Golfe. Comment se situe-t-il entre le pouvoir et les islamistes ? Que pense-t-il de Nezzar, d'Abdesselam et de la mort de Boudiaf ? Explications.



JEUNE AFRIQUE : Vous avez quitté l'Algérie il y a deux mois, pour la Suisse. Est-ce le début d'un nouvel exil ?

AHMED BEN BELLA : Je ne pouvais plus rester en Algérie. Petit à petit, ce pays revient à la case départ d'avant le pluralisme. Avec à la clé une quasi-guerre civile où l'on se flingue chaque jour. Avec un état de siège qui assimile la moindre critique à un acte de subversion. Surtout, j'ai eu le sentiment de devenir inutile. Me taire, ç'aurait été cautionner le régime. Réagir m'aurait obligé à faire quatre ou cinq déclarations par jour en pure perte... Cela dit, je m'interdis toute surenchère. Je veux croire qu'il existe une solution, celle du dialogue. Tant que l'option retenue sera celle de l'éradication, je resterai à l'extérieur.

Pour l'instant, l'état d'urgence vient d'être reconduit. Et sa durée, cette fois, est indéterminée...

C'est aberrant. Mais je ne voudrais pas pour autant, je le répète, verser dans l'extrémisme inverse. Il n'y a pas de solution à l'iranienne pour l'Algérie. Il ne faut pas dire : l'armée est criminelle, l'armée est pourrie. Je connais l'armée algérienne. Il y a en son sein des éléments remarquables, même au sommet.

Dialoguer, donc. Mais avec qui, avec le FIS ?

On ne peut pas y échapper. Avec le FIS ou avec une partie du FIS.

Avez-vous des contacts avec le FIS ? Indirectement, j'en ai eu. Je n'en ai plus depuis que j'ai quitté l'Algérie.

On dit à Alger que vous avez rencontré, en Suisse, le représentant du FIS à l'extérieur, Rabah Kebir.

Faux. Je n'ai vu personne. Même pas Aït Ahmed. Si je dois voir les uns ou les autres, je le ferai à Alger.

La politique suivie par le général Nezzar, c'est apparemment la répression et rien d'autre. Est-ce bon, pour une armée, de remplir des tâches de police ?

C'est exactement ce que j'ai dit, à deux reprises, au général Nezzar. Je lui ai dit : Khaled, ton armée ne vit pas au VII^e siècle, mais au XX^e. Elle est en contact avec le peuple, elle est traversée par lui. Si tu veux éradiquer le FIS, elle va se déliter car le FIS est de très loin le mouvement politique le plus fort d'Algérie. ►►

►► **Que vous a répondu Nezzar ?**

Qu'il était d'accord avec moi. Vous pouvez le lui demander.

Que pensez-vous de lui ?

A priori, je ne devrais pas le défendre. Après tout, il était de ceux qui m'ont enfermé pendant quinze ans sans procès. Mais j'ai dépassé cet épisode, je l'ai évacué. Surtout, je ne veux pas culpabiliser l'armée dans son ensemble.

Si l'on met en place une sorte de comité des sages chargé de dialoguer avec les islamistes, pensez-vous que le général Nezzar doive en faire partie ?



Chadli Bendjedid : « Copains et coquins... »

En tout cas, il y faut des représentants de l'armée. Nezzar ? Il est là, il est bien là. Dire que l'on peut l'écarter comme cela, c'est de l'aventurisme. C'est lui, c'est l'armée qui dirigent aujourd'hui l'Algérie.

Ce n'est pas le président Ali Kafi ?

Ali Kafi, je ne veux pas en parler. Il est dans le système. Ali Kafi, c'est tout à fait secondaire, comme Belaid Abdesselam.

Abdesselam, vraiment ?

L'armée le laisse faire son expérience. Quand il échouera, elle lui dira : « basta ! », comme avec Chadli. Et elle refera le ménage.

L'idée de créer un Haut Comité d'Etat, c'était un peu la vôtre ?

Oui et non. Disons que je voulais que se mette en place une Commission des sages avec de vrais pouvoirs. L'armée a repris l'idée, l'a baptisée HCE et n'y a

pas mis que des sages, hélas.

Et elle a appelé Boudiaf à la présidence, pas vous.

Ah ça ! L'histoire dira un jour ce qui s'est passé.

Et que dira-t-elle ?

Qu'il y avait cinq candidats pour ce poste, dont Boudiaf et moi. Et que les Américains et les Français sont intervenus pour dire : « Nommez qui vous voulez, mais pas Ben Bella. Avec lui, ce serait Saddam à Alger et l'Irak à huit cents kilomètres de Marseille ! »

Vous en êtes sûr ?

J'en ai les preuves. Vous les aurez un jour.

Boudiaf, donc...

Le malheureux, il s'est trompé. Quand je l'ai vu après son retour du Maroc, je lui ai dit : « Moi, ils m'ont arrêté, ils m'ont détenu quinze ans, mais j'ai eu de la chance puisque je suis encore vivant ; alors toi, méfie-toi, ils ne seront peut-être pas aussi bienveillants ! » Son erreur principale fut de croire que

Vous touchez là un point extrêmement sensible. C'est de ce côté-là, je pense, qu'il faut chercher.

L'armée, dit-on, n'a pas apprécié ce voyage.

Elle a été étonnée, comme moi d'ailleurs, de voir tomber du ciel la ratification officielle par le Maroc du traité sur la frontière commune. Boudiaf avait-il oublié l'armée ? Ne l'aurait-il pas consultée ? Elle s'est aussitôt demandée en échange de quoi le Maroc lui avait fait ce cadeau.

Le Sahara ?

Je ne dirai jamais du mal d'un mort. Boudiaf, c'était un ami, un grand monsieur.

Que faire du FLN ?

On peut agir avec lui. Pas avec ses dirigeants actuels, surtout pas avec Mouloud Hamrouche. Mais je crois à la symbolique. Le FLN, c'est un immense symbole, surtout si d'anciens militants honnêtes le rejoignent à nouveau.

Le FLN plus l'armée, c'est Boumedienne !

« **Chadli joue aujourd'hui aux cartes. Scandaleux !** »



Avec Boudiaf (à dr.), en 1962 : « Il en était resté aux années soixante... »

nous étions toujours en 1962. Il était revenu en Algérie pour régler un compte vieux de trente ans ; c'est son inconscient qui l'a guidé. Il ne s'est pas aperçu que l'Algérie de 1992 ce n'est presque plus nous, les acteurs de l'indépendance.

Saura-t-on un jour qui l'a tué ?

Je ne crois pas. Il y a d'autres raisons que celles qui ont été dites.

Son voyage au Maroc, par exemple, peu de temps avant sa mort ?

Non. Le FLN doit être le parti dominant peut-être, mais dans un cadre pluraliste. C'est le seul moyen de faire face au FIS.

Vous y reviendrez ?

Et pourquoi pas, si le FLN retrouve ses sources et son allant. J'y reviendrai à titre honorifique. Il faut rénover le FLN, comme Saddam a rénové le Baas en y ajoutant « Allahou Akbar ». Beaucoup de patriotisme, un peu d'islamisme : c'est une synthèse

dont je me sens très proche.

Le général Belloucif vient d'être condamné à Blida, pour corruption. Fallait-il juger Chadli Bendjedid ?
Absolument. Condamner Belloucif alors que Chadli joue aux cartes, c'est scandaleux. Chadli, c'est le grand maître de la confrérie corruption. Lui ne sera jamais jugé. Il se balade en toute impunité avec ses coquins et ses copains. C'est écoeurant. Ne cherchez pas ailleurs ce qui fait le lit du FIS.

Que faudrait-il faire ?

Nettoyer. Je ne dis pas qu'il faut des pendaisons. Mais il nous faut retrouver l'éthique originelle. Pendant trois ans, de 1962 à 1965, nous n'avons pas connu la corruption ou presque. Nous vivions tous dans des appartements ; seul Béchir Boumaza, je crois, avait une villa. Nous roulions en 403 Peugeot.

Le 11 janvier 1992, c'était un coup d'Etat ?

Oui. Il faut appeler les choses par leur nom, même si un semblant de procédure légale a été respecté.

Où voyez-vous votre place dans l'Algérie de demain ?

S'il faut gérer un passage de quelques mois, une transition limitée par exemple à six mois — et je jouerai le jeu, je passerai ensuite la main —, si tout le monde me le demande, alors je guiderai l'Algérie pendant cette période. Puis je partirai. J'ai 77 ans, il faut que je passe la main.

Vous pourriez, par exemple, présider le comité des sages que vous appelez de vos vœux ?

Oui. Le présider ou en être membre, cela m'est égal.

Quand rentrerez-vous à Alger ?

Quand je sentirai qu'il existe une volonté de dialoguer et non pas l'obstination suicidaire de lutter contre l'intégrisme par une autre forme d'intégrisme. Je reviendrai alors sans conditions.

Vous ne vous êtes plus rendu en France depuis votre expulsion, il y a dix ans. Est-ce définitif ?

J'espère que non. Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce que j'y aille, puisque l'on m'a fait savoir depuis longtemps qu'un visa me serait accordé sans problème.

Mais je suis un Algérien. J'ai été blessé. Je veux donc plus. Je veux être le bienvenu en France. Ce n'est pas, je pense, trop demander. ●